

A la une / Contribution

Une crise migratoire permanente

Les victimes oubliées de la pandémie

Par : Jacqueline Skalski-Fouts

Étudiante en premier cycle d'études en Relations internationales à l'université de Virginie.

Avec la fermeture des frontières et les instructions gouvernementales de rester chez soi dans la plupart des pays, le niveau de sécurité et des services destinés aux demandeurs d'asile et aux réfugiés a été considérablement impacté."

Alors que l'Europe a fermé ses frontières et suspendu ses vols début mars pour lutter contre la propagation de la Covid-19, les migrants sans papiers et les travailleurs migrants sont restés bloqués en Espagne pendant deux mois, dont beaucoup sans le moindre espace de vie ni sources de revenus, au point où certains n'ont trouvé refuge que dans des gymnases, alors que d'autres sont littéralement à la rue. D'autres encore ont même essayé, en dernier recours, d'entrer au Maroc à la nage depuis Ceuta.

Avec la fermeture des frontières et les instructions gouvernementales de rester chez soi dans la plupart des pays, le niveau de sécurité des services destinés aux demandeurs d'asile et aux réfugiés a été considérablement impacté. Il en résulte qu'un grand nombre de migrants au Maroc et dans le monde entier sont confrontés à des situations sanitaires dangereuses et à une insécurité économique accrue.

Les migrants au Maroc, même ceux qui ont des papiers en règle, ne peuvent pas bénéficier de l'aide publique. Pour beaucoup, les revenus et les moyens de subsistance sont tributaires de la mobilité des individus. La majorité des migrants occupe des emplois informels (vendeurs à la sauvette et travaux non contractuels tels que nettoyeurs), un secteur qui contribue à hauteur de 20% du PIB du Maroc. Avec ces fermetures, nombreux sont ceux qui n'ont aucune source de revenus et qui ne peuvent prétendre à aucune aide financière du gouvernement.

Sans source de revenus, certains ne mangent pas tous les jours et d'autres sautent des repas. Dans les circonstances actuelles et en raison de cette restriction de la libre circulation des individus, les demandeurs d'asile, les réfugiés et les immigrants sont plus vulnérables à la perte permanente d'un emploi et à l'expulsion.

Quelles perspectives d'avenir ?

La stigmatisation, la désinformation et la discrimination ont conduit à de nouvelles restrictions pour les migrants. Ainsi, des fausses déclarations et des rapports mensongers ont contribué à répandre des rumeurs selon lesquelles les migrants étaient porteurs du virus et qu'ils le propageaient au sein des communautés. Au Liban, les réfugiés syriens sont visés par des couvre-feux qui ne s'appliquent pas aux autres citoyens (étrangers ou autochtones) et ce, en dépit du faible nombre de cas confirmés de coronavirus parmi les réfugiés syriens (seulement 1,3%).

Les nouvelles restrictions à la migration laissent entrevoir des répercussions à plus long terme sur la mobilité et une augmentation de l'exclusion sociale, ce qui aura pour conséquence des problèmes tels que la discrimination, voire des fractures sociales d'ordre global, car la production se déplace localement et l'isolement économique s'accroît.

Cette mobilité restreinte encourage les migrations périlleuses et illégales, forçant davantage de personnes à se

tourner vers les passeurs, augmentant ainsi leur vulnérabilité face à la traite des êtres humains et aux abus dans l'exploitation du désespoir des personnes. Cela inclut d'autres restrictions potentielles pour les (travailleurs) migrants qui cherchent à se réfugier dans des pays tiers tels que l'Espagne ou l'Italie.

La migration dans un contexte marocain

Pays d'émigration traditionnel, le Maroc est rapidement devenu la route de migration la plus sûre vers l'Europe, avec un accès terrestre à la frontière dans les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla. Bien que le nombre de passages illégaux de la frontière vers l'Espagne ait diminué de moitié depuis 2018, la majorité (28%) des migrants qui sont entrés en Espagne continentale l'année dernière provenait du Maroc.

Le Maroc a commencé à réduire considérablement le nombre de passages illégaux transfrontaliers vers l'Europe en renforçant les contrôles. Ainsi, si les migrants viennent à se faire prendre, ils risquent de se retrouver dans un cercle vicieux d'expulsion. Arrivés à la frontière espagnole, ils sont arrêtés et ramenés en bus dans les villes du sud du Maroc, loin des passeurs qui pourraient de nouveau leur proposer des traversées clandestines.

Alors que les autorités continuent à restreindre la libre circulation des individus, les migrants et les passeurs sont poussés à chercher de nouveaux itinéraires, par exemple la mer, qui est souvent l'itinéraire le plus dangereux. Depuis 2014, le gouvernement marocain a mené deux grandes campagnes de régularisation, accordant des permis de séjour à quelque 50 000 migrants à l'intérieur du pays. Cependant, le HCR rapporte que "des lacunes persistent dans l'accès aux documents de régularisation et à l'emploi".

Le Maroc pourrait voir de plus grandes populations de travailleurs migrants bloquées indéfiniment dans des centres de migration, tels que Rabat, si les restrictions migratoires continuent de se resserrer dans les zones qui sont des destinations populaires, tels que l'Espagne, la France ou encore l'Italie.

Quelles solutions dans l'immédiat ?

Des organisations comme la Fondation du Haut-Atlas (HAF) proposent des solutions. À partir de 2020 et en partenariat avec la HAF, des étudiants en droit de l'université Sidi-Mohamed-Ben-Abdellah fourniront une aide juridique gratuite aux migrants de la région de Fès, en particulier aux victimes de la traite, aux jeunes et aux femmes.

Selon les estimations, la ville de Fès abriterait des dizaines de milliers de migrants, dont beaucoup proviennent des régions subsahariennes d'Afrique et vivent dans les "nouveaux" quartiers de la ville. Souvent, il s'agit de quartiers dits "modestes ou pauvres" et dans lesquels les migrants éprouvent des difficultés à trouver du travail en raison d'un accès limité à l'assistance juridique. Dans une étude sur les migrants de Fès, seuls 53% des personnes interrogées ont déclaré avoir ou avoir eu un travail rémunéré depuis leur arrivée.

Cette aide juridique apportée aux migrants permettrait de réduire le risque que les réseaux de trafiquants et de passeurs tirent profit de cette détresse humaine, tout en offrant aux étudiants en droit la possibilité d'acquérir une expérience précieuse dans ce domaine et en mettant en relation les migrants et les femmes avec les OSC pour qu'ils développent des compétences et créent leur propre coopérative ou entreprise, ce qui peut avoir un impact positif direct sur le chômage des jeunes.

Grâce à un système d'assistance juridique et économique plus solide, les migrants seront plus à même de s'enraciner plutôt que de se risquer dans une migration clandestine vers l'Europe. Les organisations de développement et de défense des droits de l'homme offrent de plus en plus de soutien aux migrants à travers le pays, mais il est important que les organisations prennent des mesures supplémentaires au niveau local. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a tiré à plusieurs reprises la sonnette d'alarme sur le fait que certaines mesures de quarantaine et de restriction à la libre circulation doivent être appliquées dans le respect des normes internationales en matière de droits de l'homme.

Afin d'éviter de retarder les procédures de demande d'asile, pourquoi ne pas les traiter à distance, lorsque les

restrictions empêchent les entretiens en face à face. L'extension des permis de séjour à ceux qui en ont besoin peut améliorer l'accès aux soins de santé des migrants dans les zones touchées par la pandémie. En mai dernier, le HCR et le Conseil national de l'Association médicale, en partenariat avec le gouvernement marocain, se sont associés pour améliorer l'accès aux soins de santé et aux médicaments pour les demandeurs d'asile et les réfugiés au Maroc.

Les politiques migratoires marocaines soutiennent une approche humanitaire et condamnent toute forme de racisme. Toutefois, les ressources pour les migrants demeurent difficiles d'accès et les obstacles juridiques persistent. D'autres mesures peuvent être prises pour améliorer l'accès aux soins de santé et aux services juridiques pour les groupes de migrants vulnérables, notamment l'accès au soutien psychosocial, aux logements d'urgence, à l'éducation préscolaire, à la garde d'enfants, à la médiation ou encore à l'aide d'urgence occasionnelle (comme dans le cas d'un confinement).

Le mois d'octobre a marqué un triste record : il a enregistré le plus grand nombre de migrants à avoir traversé le Maroc vers l'Espagne. Il est donc primordial d'adopter ces mesures de toute urgence afin d'éviter une recrudescence des passages transfrontaliers dangereux et illégaux.